

# L'Humanité



*Proletaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !*

1,50F

Adresse : B.P. 293  
75866 Paris Cedex 18  
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES  
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 368

vendredi 14 novembre 1975

## LE PCF DANS L'IMPASSE

Les textes préparatoires du XXII<sup>e</sup> Congrès du PCF sont ceux d'un parti aujourd'hui dans une impasse et qui cherche vainement à en sortir.

Depuis les élections présidentielles de mai 1974, les dirigeants du PCF ont eu recours à deux tactiques ayant toutes deux abouti au même résultat : le renforcement du PS et le recul du PCF.

Ce fut d'abord la politique d'alliance à tout prix avec le PS, qui fit de Mitterrand le chef de file de «l'Union de la gauche», qui reconnut dans le PS le parti dirigeant de cette union. A l'occasion du XXI<sup>e</sup> Congrès extraordinaire du PCF, Marchais voulait aller plus loin encore. Il s'agissait alors d'étendre l'union à des individus et des courants politiques représentant ouvertement les monopoles.

Toute référence au «socialisme» disparaissait. Il ne s'agissait plus que de réaliser quelques réformes. Le PCF apparaissait ainsi ouvertement comme un parti bourgeois prêt à s'installer à la direction des affaires du capitalisme. Cette politique aboutit à faire du PS le premier parti électoral de la bourgeoisie et à l'instauration d'un nouveau rapport de forces au sein de «l'Union de la gauche».

Dès lors, une nouvelle tactique fut adoptée par les dirigeants révisionnistes. Après l'«union à tout prix» ce furent les attaques contre le PS afin de s'opposer à son essor. Alors que les différences entre le PCF et le PS s'étaient progressivement estompées il fallait dorénavant s'évertuer à donner au PCF une image «révolutionnaire». Cette politique aboutit à l'inverse du résultat escompté. Le PS a poursuivi son ascension comme en a témoigné dernièrement l'élection de Châtelleraut pendant que de plus en plus les travailleurs se détournent, écœurés de ces querelles de politiciards. Telle est l'impasse à laquelle est arrivé le PCF.

Les textes préparatoires au XXII<sup>e</sup> Congrès du PCF sont ceux d'un parti dont l'objectif prioritaire est de se renforcer à tout prix dans sa concurrence avec le PS. Pour cela, plus du tiers du document préparatoire au XXII<sup>e</sup> Congrès est consacré à de vagues promesses sur la «société nouvelle» baptisée «socialisme», «Justice sociale», «fraternité», «nouvelle qualité de la vie», «ère nouvelle pour la liberté», etc. tout ce verbiage est d'autant plus ronflant qu'il ne vise qu'à masquer l'absence criante de perspectives qu'a à offrir le PCF aujourd'hui pour tenter de tromper les travailleurs. Ce document est par ailleurs traversé par la volonté de faire apparaître le PCF comme un parti «démocratique», soucieux des «libertés». C'est parce qu'il apparaît de plus en plus clairement comme un ennemi des libertés que le PCF se voit obligé d'insister si lourdement sur cet aspect.

(suite page 8)

# Pas de défense sans mobilisation du peuple

On a pu voir mercredi soir à la télévision une émission consacrée à la «politique française de défense», avec la participation de Giscard d'Estaing.

Disons d'abord que cette émission a eu le mérite de mettre en évidence la nécessité de la défense nationale alors que certains, pour dissimuler les préparatifs de guerre des superpuissances, parlent de «détente» pour endormir la vigilance de notre peuple et remettre en cause cette nécessité indispensable à la préservation de l'indépendance nationale de notre pays.

Mais cette émission a également fait apparaître la conception qu'a la bourgeoisie de la défense nationale et qui la rend incapable de défendre de façon conséquente l'indépendance nationale. L'essentiel de cette émission a été consacré au dispositif nucléaire et à son fonctionnement.

L'armement nucléaire joue un rôle positif dans la défense nationale en permettant de faire face aux pressions des superpuissances et avant tout du social-impérialisme russe. Mais on nous le présente comme la clef de voûte de la défense nationale. Celle-ci se trouve réduite à une affaire de techniques perfectionnées, d'une succession de boutons et de manettes manipulés par quelques spécialistes. Technique et spécialistes voilà la base de la défense nationale selon la bourgeoisie. De la défense nationale, un grand absent : le peuple. Il est réduit à l'état de spectateur auquel on affirme qu'il peut se sentir en sécurité puisque la technique et les techniciens sont là.

Cela aboutit à la démobilisation du peuple qui se trouve écarté de la défense nationale. Or il n'y a pas de défense nationale sans mobilisation du peuple, lui seul est en mesure de s'opposer à une agression. Mais la bourgeoisie ne peut ni ne veut mobiliser le peuple : elle en a peur.

## Notre enquête LA NOUVELLE EXTREME-GAUCHE

## PRÉSENTATION DES FORMATIONS MARXISTES-LÉNINISTES

Aujourd'hui : Le Groupe pour la Fondation de  
l'Union des communistes de France marxiste-  
léniniste (UCFML)



# 1500 travailleurs d'Air France dans la rue pour populariser leur combat

Les travailleurs employés par Air France à Orly Nord et Sud et à Roissy poursuivent leur lutte. Mercredi matin, 1 500 d'entre eux ont manifesté à Paris, de la station de métro Passy jusqu'à la maison de Radio-France. Ils ont scandé avec force différents mots d'ordre, notamment «L'Etat patron doit payer !», «CRS hors de Roissy — les flics hors des ateliers !», «ORTF avec nous !», etc.

Les travailleurs voulaient populariser leur lutte, ils ont notamment exigé le droit de parole à la télévision.

Une fois de plus, le pouvoir avait envoyé en face d'eux d'importantes forces de police... Il montrait ainsi qu'il était tout prêt à déchaîner une nouvelle fois la violence policière contre les travailleurs, comme le 4 novembre, lors de la manifestation devant le siège d'Air France à Paris, où 4 travailleurs avaient été blessés au point d'être hospitalisés !

Les responsables seraient Giscard, son gouvernement et le grand patronat, alors que nous (Union locale CFDT) savons bien que les responsabilités en incombent au pouvoir capitaliste.

Nous ne sommes pas aveuglés, nous ne présentons pas le Programme commun de la gauche comme un remède miracle, et nous disons la vérité aux travailleurs : nous aurions bien des choses à dire sur les défaillances constatées, y compris parmi les conseillers municipaux : la municipalité et les élus de «gauche» ont été bien discrets dans leur soutien !

Ce sont les principaux éléments de la réponse de l'UL CFDT du Villeneuvois faite aux élus «communistes». Cette prise de position est positive et démasque clairement les entreprises de sabotage de ces prétendus défenseurs de la classe ouvrière. Elle montre aussi que le courant anti-révisionniste grandit dans la CFDT.



Les manifestants huaient et lançaient des quolibets aux flics chargés de protéger la maison de l'ex-ORTF (Photo HR).

Villeneuve-sur-Lot

## Réponse de l'Union Locale CFDT aux mensonges des élus P.C.F

Contrairement à ce qu'affirment les élus «communistes», sans doute mal informés (après plus de 2 mois d'occupation !), l'opération de reprise des employés de l'ancienne CLEM par la société Bergère apporte toutes les garanties aux travailleurs réembauchés : accord d'entreprise où la société Bergère s'engageait à réembaucher la totalité du personnel de l'ancienne CLEM qui n'aurait pas retrouvé de travail.

Les élus du P.C.F sont bien mal placés en effet lorsqu'ils citent l'exemple de l'entreprise Lartigue et Dumas d'Agen, où leurs activités «débordantes» n'ont pas permis le réembauchage de tous les travailleurs (belle victoire en vérité !)

Pour les ouvrières de la CLEM, les interventions du P.C.F ont été plutôt rares ; ce n'est que 2 mois après le début de l'occupation des locaux de la CLEM par les ouvrières, qu'une pétition du P.C.F circule pour y être signée ! Et ils voudraient faire croire que ce fut efficace, que

Montpellier :

## INTERVENTION DES GREVISTES DU CANTOU

A la Faculté de droit de Montpellier, on connaît bien les professeurs réactionnaires et fascistes. Il en existe d'autres qui se disent de «gauche» mais qui ne valent guère mieux.

Les grévistes du foyer Lou Cantou (en grève depuis le 19 avril) et le comité de soutien ont décidé d'intervenir à un des cours de Me Frêche (député socialiste), qui dénonce leur lutte comme étant menée par «les flics du PCMLF (!) contre l'Union de la gauche, en particulier du PS» ! Ce qu'il oublie de dire ce monsieur, c'est que les patrons du Cantou sont de la même famille politique que lui ! Aussi les grévistes ont-ils distribué un tract au début du cours et exposé leur lutte aux étudiants qui applaudirent.

Une fois les grévistes partis, le député crut bon de raconter sa version : les grévistes agissent pour le compte du Parti communiste marxiste-léniniste (PCMLF) qui sont 4 individus paumés à Montpellier, des flics infiltrés, etc.

Certains étudiants lui ont fait remarquer que les grévistes n'avaient pas choisi... leurs patrons de «gauche», et qu'ils ne s'attaquaient pas au PS

dans son ensemble puisque les militants de base de ce parti avaient apporté leur soutien aux grévistes.

Me Frêche est alors entré dans une colère folle, instaurant la terreur dans son cours : un étudiant, chargé de faire un exposé, s'est aussitôt retrouvé à la porte, puis deux autres qui désapprouvaient une telle répression.

Ce professeur s'était présenté au premier cours comme un professeur très libéral, admettant toutes les idées et ne souhaitant qu'une chose : que les étudiants s'expriment à son cours comme ils le voudraient !

En vérité, la détermination des grévistes à lutter jusqu'à la victoire contre leurs patrons exploités, et le soutien des étudiants, nuisent à son «image de marque» (il est candidat aux élections municipales, alors les visées électorales avant tout !). Et dans sa colère il déclare : «Les quelques voix que je perds aujourd'hui à gauche m'en font gagner 200 à droite.»

Il est clair que pour TOUS LES PATRONS, qu'ils soient de droite ou qu'ils se disent «de gauche», la doctrine est la même : le profit d'abord.

Une étudiante lectrice de l'HR.

### ECHOS

#### A L'ÉQUIPEMENT LES TRAVAILLEURS PRÉPARENT LA LUTTE

Au ministère de l'Équipement, le personnel technique et administratif, les ouvriers des parcs, des ateliers ainsi que le personnel des laboratoires se préparent à entreprendre des actions pour obtenir des augmentations de salaires — pas de salaire inférieur à 2 000 F — et pour le renforcement des effectifs. La création de 20 000 emplois est demandée.

#### GREVE A LA CAISSE D'ASSURANCE MALADIE DE PARIS

Depuis le 12 novembre au matin, les travailleurs de la Caisse d'assurance maladie de Paris n'assurent plus la réception aux guichets dans les services de pensions invalidité.

Par cette grève, les guichetiers sont décidés à obtenir de substantielles améliorations de leurs conditions de travail.

#### Choisy-le-Roi, Courbevoise LICENCIEMENTS A LA SIFA !

La restructuration de la SIFA, 2<sup>e</sup> groupe français de fonderie d'aluminium : c'est le licenciement de nombreux travailleurs : 154 licenciements à Choisy, où les travailleurs occuperaient leur entreprise, 12 licenciements ont également eu lieu à Courbevoise.

La SIFA : c'est 830 salariés français et immigrés menacés de licenciements ; les travailleurs de la SIFA sont décidés à se battre, refusant de faire les frais de la crise capitaliste, ils exigent :  
— la garantie de l'emploi et des ressources !  
— la garantie des droits acquis !

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION**

MALGRÉ L'OPPOSITION DES DIRIGEANTS P«C» F-CGT

**Les travailleurs développent l'action contre le contrôle policier**

Dans sa volonté de mettre à pas les travailleurs de l'Éducation, Haby après s'en être pris aux enseignants s'attaque maintenant aux administratifs de l'Administration centrale. Il lui est venu à l'idée d'encadrer tous les travailleurs, de mettre des barbouzes aux portes et de contrôler toutes les allées et venues.

Il s'agit d'une manœuvre qui vise à préparer la mise en place d'une pointeuse.

Le lendemain de la publication de la circulaire instituant ce système policier, la CFDT lance un appel à la lutte et est rejointe par la CGT, FO, la CFTC puis par le SNAU (Syndicat national de l'Administration universitaire).

Le 24 octobre une assemblée générale est réunie à l'appel des organisations syndicales mais surtout sous la pression de la CFDT. Deux cents travailleurs se rassemblent et sont particulièrement surpris d'entendre le principal dirigeant CGT affirmer que le contrôle policier était bien condamnable, mais que tout compte fait, ce qui importait c'était le gouvernement et qu'avec un autre gouvernement (sous-entendu d'Union de la «gauche») il faudrait bien contrôler et «protéger les locaux» ! Contre les «provocations» sans doute ? Très surpris par ce discours, les travailleurs se révoltent carrément lorsqu'ils entendent un autre dirigeant CGT leur dire qu'une assemblée générale n'était pas démocratique, qu'ils ne représentent rien, etc. Hués par l'assemblée générale, les dirigeants CGT (révisionnistes) doivent reculer. Devant la colère, un autre révisionniste soutenant le mouvement en parole sans jamais rien proposer de concret pour la lutte. Il devient clair que directement ou indirectement, les révisionnistes du PCF et de la CGT, tentent de démobiliser et de liquider pour aiguiller la colère des masses sur la base de la campagne pour les «libertés» qu'ils ont opportunément lancée après le premier tract de la CFDT.

Les militants de la CFDT reprennent en main le mouvement et lancent l'idée d'une pétition de masse sur les points : abrogation de la circulaire ; disparition des vigiles, véritable police privée du ministre ; libre circulation des travailleurs sur leur lieu de travail ; réunion du Comité technique paritaire.

Il est aussi décidé de faire une nouvelle assemblée générale dans la cour du ministre et d'aller por-

ter la pétition au directeur de l'Administration générale.

En 48 heures la pétition connaît un grand succès et recueille 800 signatures.

Le 29 octobre, 200 travailleurs se réunissent de nouveau en assemblée générale, mais cette fois-ci dans la cour, devant les bureaux du ministre, malgré l'interdiction et la présence des flics devant la porte.

A ce moment l'administration fait savoir qu'un ou deux petits aménagements du système seront accordés. Les dirigeants révisionnistes de la CGT en profitent aussitôt pour entonner la chanson bien connue de la «grande victoire» et tentent une nouvelle fois de liquider le mouvement. Nouvelle tentative, nouvel échec ! L'assemblée générale refuse et décide d'appeler les travailleurs à refuser de présenter leur carte, de ne pas la remplir et de refuser de la rendre pour ceux qui ne l'ont pas encore fait. De plus un arrêt de travail aura lieu lors de l'audience demandée au ministre.

Devant leurs échecs répétés, les dirigeants révisionnistes, sui-

vis par ceux de FO, ont refusé de signer l'appel aux travailleurs décidé par l'assemblée générale. Ils ont déclaré qu'ils refusaient désormais les assemblées générales : la peur des travailleurs ! De plus ils s'opposent à appeler à refuser de rendre les cartes.

Inutile de dire que la conscience de ce qu'est véritablement le révisionnisme progresse à grands pas au ministère de l'Éducation, et cela malgré l'attitude plus subtile de certains membres du PCF qui préfèrent contrôler le mouvement plutôt que de se heurter de front aux travailleurs. Cette tactique ne trompe d'ailleurs plus grand monde.

Face au ministre-patron et à la trahison révisionniste, les travailleurs et le syndicat CFDT qui, jusqu'à présent, a fait l'essentiel du travail de mobilisation, renforcent leur unité dans la lutte et s'apprentent à continuer le combat contre les mesures fascisantes et les faux-communistes qui en fait les encouragent.

Correspondant H.R.

Pontchâteau  
(30 km. de St Nazaire)**LES OUVRIERS DE WONDER EN LUTTE POUR L'AUGMENTATION DE LEURS SALAIRES**

Depuis une semaine les 70 ouvriers de l'usine Wonder sont en grève pour des revendications portant sur les salaires.

La direction, comme toujours dans ces cas-là, se prétend incapable de donner une réponse et renvoie les ouvriers à la direction générale à Paris.

Mais vendredi soir, les ouvriers ont eu assez de ce petit jeu et retenant la direction dans ses bureaux en exigeant d'elle qu'elle téléphone à Paris. Réponse de la direction : nous ne savons pas où toucher les PDG parisiens !

Réponse des travailleurs et de leur syndicat CFDT : alors nous vous séquestrons !

Telle était la situation vendredi soir à 19 heures.

Correspondant HR

**ENTREPRISE SOURIAU à LA FERTE BERNARD (Sarthe)****Rester ferme face au diktat patronal**

Souriau : entreprise spécialisée dans les connexions ; principal client : Dassault, État ; usines à Boulogne, Champagné, Cluze, La Ferté-Bernard (600 ouvriers).

A l'usine Souriau de la Ferté-Bernard, la direction avait décidé de ne pas payer les ouvriers en cas de coupures de courant.

Le 6 novembre après-midi le courant a été coupé et la direction renvoyait les travailleurs chez eux. Les travailleurs ne l'entendaient pas de cette oreille et c'est plus de deux cents d'entre eux qui se rassemblaient devant le bureau du directeur à l'appel de plusieurs délégués CGT.

Le directeur reçut d'abord les délégués et refusa de payer la journée aux ouvriers. Les travailleurs menacèrent alors d'occuper le bureau et le directeur fut obligé de discuter avec eux pendant deux heures.

Pendant deux heures les travailleurs et un délégué demandèrent le paiement de la journée ce qui fut

refusé alors que le directeur acceptait aisément la «revendication» des militants CGT : «ouverture de négociation pour le paiement des heures perdues» !

Une réunion était convoquée pour le lendemain matin par la direction. Devant le refus de la CGT d'appeler à un débrayage le délégué qui demandait le paiement de la journée du 6 refusait d'y participer.

A l'ouverture de la réunion il a lu la lettre suivante :

«Monsieur le directeur,  
Hier durant une grande partie de l'après-midi vous avez refusé de satisfaire notre revendication : nous donner du travail en dépit des coupures de courant.

«Vous avez aussi refusé de nous payer les heures perdues par votre faute malgré la présence de nombreux travailleurs et travailleuses venus vous les demander.

«Vous prétendez maintenant nous réunir dans le but d'envisager de nous accorder tout ou partie de ce que nous demandions hier.

«Il est clair que si vous aviez eu l'intention de nous payer les heures perdues vous l'auriez fait hier.

«La réunion d'aujourd'hui n'a donc pas pour but la satisfaction de notre revendication.

«Dans ces conditions je ne vois pas de raison de participer à cette comédie ; je ne participe pas à cette réunion.

«Soyez assuré, Monsieur le directeur, de mon dévouement aux intérêts des travailleurs de Souriau.»

Puis il a quitté la salle.  
Si son attitude a été approuvée par de nombreux travailleurs, le syndicat CGT sortait le jour même un tract dans lequel il était dit que «l'ensemble des représentants du personnel avait participé à la réunion» ! Ce qui est manifestement faux.

D'autre part le délégué qui avait quitté la salle était convoqué le jour même par son chef d'atelier qui lui ordonnait d'être à son poste de travail sans quoi «ça irait mal».

Affaire à suivre .

Correspondant H.R.

## La nouvelle extrême gauche (7)

### LES FORMATIONS SE RECLAMANT DU MARXISME-LÉNINISME (suite)

Nous avons présenté hier le groupe «*Le Travailleur*», avec lequel nous poursuivons des discussions politiques positives et avec lequel, il faut bien le dire, nous ne découvrons vraiment aucune divergence fondamentale, voire même grave.

Aujourd'hui, dans cette page, nous publions le texte rédigé par les camarades du

«*Groupe pour la fondation de l'Union des communistes de France marxiste-léniniste*». A sa lecture, nos lecteurs discerneront sans difficulté que les désaccords entre nous et cette formation sont sérieux et nécessiteront des discussions approfondies, discussions que nous allons bientôt commencer d'un commun accord. Mais ces désaccords

restent à nos yeux secondaires par rapport à tout ce qui nous semble converger ou s'identifier avec nos propres positions, notamment en ce qui concerne l'analyse de la situation internationale d'une part, l'analyse de classe du Parti communiste français d'autre part. Mais laissons donc la place au texte de l'UCFML.

#### Le groupe pour la fondation de l'Union des communistes de France marxiste-léniniste (UCFML)

Notre organisation s'est constituée pendant l'automne 1969. L'unité idéologique et politique de départ reposait sur un double bilan :

— La tempête révolutionnaire de Mai 68 avait marqué à la fois la profondeur de l'antagonisme entre la classe ouvrière et les révisionnistes et les limites, politiques et pratiques, du développement victorieux de cet antagonisme. Ces limites tenaient à l'absence d'une expression organisée du prolétariat, l'absence d'un parti de classe, d'un parti marxiste-léniniste.

La question du parti se trouvait donc au cœur de l'expérience historique.

— Dans les conditions mondiales de l'affrontement avec le révisionnisme moderne, compte tenu des enseignements universels de la Révolution culturelle prolétarienne, la question du parti se transformait en profondeur. Il fallait à la fois garantir et pratiquer la continuité avec le léninisme, et incorporer les caractéristiques de la nouvelle étape. Le parti marxiste-léniniste-maoïste dont le prolétariat et la révolution avaient besoin était nécessairement *un parti de type nouveau*. En particulier, sa fondation par étapes, et son édification ininterrompue, devaient soutenir des rapports nouveaux avec la réalité historique du mouvement de masse.

Ce sont ces exigences qui nous amènent à formuler ainsi notre mot d'ordre stratégique : «*Remettre la question du parti aux mains de la classe ouvrière, organiser l'avant-garde ouvrière, et édifier l'organisation communiste au sein du mouvement de masse*».

Ce mot d'ordre concentrait le rejet, à droite, du dogmatisme qui vise à reconstruire un parti léniniste perdu, sans s'approprier le nouveau de l'expérience historique ; à «gauche», du suivisme «massiste» dont l'aboutissement inéluctable est la liquidation de tous les principes léninistes, puis du marxisme lui-même.

L'expérience de cinq années d'existence, de développement, de travail de masse et de combats de toutes sortes, nous amènent aujourd'hui à synthétiser le marxisme-léninisme-maoïsme, appliqué aux conditions concrètes de la révolution en France en quatre points :

#### 1) Notre mot d'ordre sur le parti

Ce mot d'ordre vit aujourd'hui dans la classe ouvrière sous la forme de pra-

tiques et de processus organisationnels précis :

— Édification de noyaux communistes ouvriers, en premier lieu dans les grandes usines, mais pas uniquement.

— Pratique systématique des écoles ouvrières, soutenant le processus de fusion du marxisme-léninisme et du mouvement ouvrier réel.

— Édification des Comités populaires anticapitalistes (CPAC), organisations révolutionnaires qui s'emparent de la politique communiste pour diriger la riposte des masses à la crise, sous le mot d'ordre général : «*Le capitalisme est malade, qu'il crève !*»

Pour nous, ces processus engagent la totalité du prolétariat de France, y compris, à tous les niveaux, nos camarades immigrés. Nous disons : le prolétariat de France est aujourd'hui un prolétariat international, c'est le prolétariat international qui est la force dirigeante de la révolution. Le combat pour l'égalité absolue des droits politiques est partie intégrante de la constitution du prolétariat de France en classe révolutionnaire.

#### 2) Le révisionnisme moderne

Pour nous, la forme concrète principale du révisionnisme moderne dans la classe ouvrière, c'est le syndicalisme, bras exécutif du PCF dans le cadre de son projet d'État social-fasciste. Délivrer la pensée et la pratique ouvrière d'avant-garde sur la question de l'organisation et du parti exige un combat impitoyable contre le syndicalisme tel qu'il existe aujourd'hui en France. L'antisindicalisme trace une ligne de démarcation essentielle entre marxistes-léninistes conséquents, s'emparant des conditions nouvelles, et marxistes-léninistes dogmatiques ou passéistes.

#### 3) Les alliances de classe

C'est, à tout moment, un élément déterminant de l'édification du parti de type nouveau. Celui-ci doit en effet être simultanément :

— l'organisation de l'avant-garde ouvrière,

— le noyau dirigeant du peuple tout entier.

Nos efforts principaux se portent actuellement en direction des paysans pauvres (comités de paysans pauvres sous direction de l'organisation communiste, alliance ouvriers/paysans à travers

les coopératives populaires à intérêts réciproques) ; et en direction de la petite bourgeoisie urbaine, en particulier les intellectuels et le mouvement de la jeunesse (groupe révolutionnaire sur les questions de culture — le groupe Foudre, soutien aux pratiques de masse de l'internationalisme prolétarien, notamment à travers notre appui aux Comités J.M. Soarès, comités de soutien aux luttes révolutionnaires du peuple portugais). Nous sommes également partie prenante du mouvement démocratique en voie de reconstitution : mouvement des femmes, marche sur Hendaye, sur une ligne d'unité antifasciste.

#### 4) La question de l'indépendance nationale

Dans la lutte contre l'impérialisme et l'hégémonisme, notre principe est de conserver et développer l'autonomie absolue du prolétariat et des masses populaires. Ceci exige :

— Une lutte de principe intransigeante contre l'État impérialiste français et ses agissements colonialistes ou néo-colonialistes.

— Que la lutte soit constamment menée contre les deux superpuissances, et pour la paix, tout en se préparant à la guerre. En particulier au niveau interne, il n'est possible de combattre résolument le social-fascisme prosoviétique qu'en étant aussi en première ligne contre toutes les variantes, tous les masques, du fascisme pro-américain.

Notre projet et notre implantation sont à échelle nationale. Notre norme de fonctionnement est, bien évidemment, le centralisme démocratique.

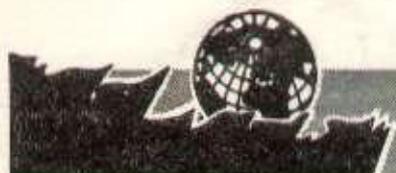
#### REPÈRES COMPLÉMENTAIRES

Journal central : «*Le Marxiste-léniniste*». Nos thèmes et nos analyses de conjoncture y sont développés, ainsi que d'importants bilans d'expérience. Demander notamment les numéros 5, 6, 7 et 8. Sur le prolétariat international de France : petite brochure particulière. Sur le syndicalisme : voir l'article «*Syndicalisme et révisionnisme moderne*», dans la revue «*Théorie et politique*», No 5 (été 75). Sur le groupe Foudre : demander «*La Feuille foudre*» (trois numéros parus). Sur les comités de soutien aux luttes révolutionnaires du peuple portugais, lisez la revue «*Lutte de classe au Portugal*», et le journal : «*Nouvelles du Portugal révolutionnaire*».

Pour toute demande de documentation et toute correspondance, écrire : «*Le Marxiste-léniniste*» — BP 278 — 75827 Paris — Cedex 17.

Voir notre note page 7

(à suivre : demain, le PCR (ml).)



## Angola: A l'aube de l'indépendance (2)

### LES RICHESSES DU PAYS APPARTIENNENT A SON PEUPLE

Quittant le sol angolais, le haut commissaire portugais a fait remarquer, désabusé : «Le principal malheur des Angolais en ce moment, c'est la richesse de leur pays». L'Angola est en effet un véritable Eldorado dont le sous-sol recèle de fabuleuses richesses : d'énormes gisements de fer, de pétrole, de cuivre, de diamants, d'or, de phosphates, de manganèse, de nickel et aussi de l'uranium. Ses cultures sont également importantes : le café, la banane, les bois recherchés y abondent. C'est l'explication de l'âpreté avec laquelle les colonialistes portugais ont maintenu leur présence dans ce pays où ils avaient installé la plus forte colonie de peuplement. 500 000 Portugais environ. Si un certain nombre d'entre eux vivaient l'existence modeste des «petits blancs», les propriétaires terriens opulents régnaient sur des domaines atteignant parfois 25 000 ha et possédant des troupeaux de 8 000 têtes de bétail.

Mais en fait, le colonialisme portugais servait principalement d'intermédiaire à l'exploitation du peuple portugais, pour le bénéfice des grandes sociétés transnationales : les trusts américains, allemands, français, hollandais, belges y avaient multipliés leurs investissements, surtout à partir des années 64-66. En échange de vastes concessions minières ou agricoles, ils subventionnaient la guerre coloniale qui grévait le budget de l'État fasciste portugais.

L'enclave de Cabinda, notamment, voyait ses gisements de pétrole exploités par les compagnies pétrolières étrangères, principalement la Gulf oil corporation (USA). Celle-ci extrait, rien que dans ce secteur, 150 000 barils de pétrole par jour et prévoyait de doubler ce chiffre. Cent millions de tonnes par an auraient dû jaillir du sous-sol de Cabinda d'ici 1980. On comprend que Kissinger ait pu écrire dans un rapport confidentiel, en février 1970 : «Les plus grands intérêts américains en Afrique Australe se trouvent en Angola».

L'Organisation des pays producteurs de pétrole pour la défense de leurs droits n'a pu qu'intensifier cet intérêt américain pour l'Angola. C'est aussi pour une histoire de pétrole que se disputaient les grandes puissances impérialistes, qu'a coulé le sang du peuple du Nigéria, du Biafra.

L'URSS, de son côté, a largement fait la preuve de son avidité à exploiter les ressources des pays du tiers monde, malgré les richesses de son propre sous-sol. La superpuissance impérialiste qu'elle est devenue préfère importer à bas prix les matières premières du tiers monde pour en tirer de plantureux bénéfices. L'Inde, Cuba, les pays arabes souffrent quotidiennement de cette spoliation.

Les deux superpuissances s'intéressent également à l'Angola dans leur volonté de domination mondiale. Devant leur ambition hégémonique, il n'est guère de points de la planète qui ne représentent pour elles un intérêt stratégique. L'Angola, situé, au cœur de l'Afrique, avec ses 1 200 km de côtes sur l'océan Atlantique, ses ports aménagés, commande aussi le sort de la situation en Afrique Australe dont l'accès des colonies portugaises à l'indépendance a bouleversé la situation politique. Pour l'URSS, prendre pied en Angola, lui permettrait aussi d'affermir solidement sa présence en Afrique où elle est encore peu influente jusqu'ici.

Enfin les USA comme l'URSS, tout en rivalisant pour dominer l'Angola, tirent de substantiels bénéfices de la guerre civile qu'elles attisent dans ce pays par les importantes ventes d'armes qu'elles y effectuent.

C'est pour toutes ces raisons qui concernent les intérêts des superpuissances qu'actuellement meurent des milliers d'Angolais. Voilà qui devient de plus en plus clair aux yeux des peuples de l'Afrique tout entière.

(A suivre)

Le porte-parole chinois à l'ONU :

### LE MONDE NE CONNAIT PAS DE DETENTE

Prenant la parole au cours du débat de la commission politique de l'Assemblée générale de l'ONU sur le désarmement, le porte-parole de la République populaire de Chine, M. Huang Hua, a déclaré :

«Il n'y a pas dans le monde d'aujourd'hui de détente politique ou militaire (...) Ce qui prévaut dans le monde, c'est une compétition intensifiée entre les deux puissances hégémoniques avec le réarmement frénétique et les facteurs de guerre qui en découlent».

Il a souligné, notamment, qu'au moment même où se tenait la Conférence d'Helsinki que les dirigeants chinois appellent, à juste titre, la «Conférence de l'insécurité en Europe», l'URSS renforçait son dispositif militaire en Europe, concentrait ses troupes navales en Europe du Nord, violait l'espace aérien de

la Norvège à plusieurs reprises, multipliait ses plans agressifs jusqu'à la péninsule ibérique.

Le représentant chinois a également insisté sur le fait que, dans certains aspects des armements nucléaires, l'URSS a surpassé les USA, les devançant aussi dans la course aux armements conventionnels. Le tonnage de la Marine de guerre soviétique a doublé, et le nombre de ses sous-marins nucléaires est maintenant supérieur à celui des USA, a-t-il précisé.

«Toutes les contradictions fondamentales du monde s'accroissent» a conclu M. Huang Hua, «Les tendances révolutionnaires des peuples se développent activement, la rivalité entre les deux superpuissances devient aiguë et les facteurs, tant de révolution que de guerre, s'accroissent.»

### POUR UNE DÉFENSE EUROPÉENNE

Les ministres de la Défense des dix pays européens de l'Euro groupe de l'OTAN se sont réunis récemment à La Haye, pour étudier la standardisation des armements des pays ouest-européens et le problème de leur coopération en matière d'armement. Ils ont adopté, à cette occasion, le principe de la création d'un secrétariat européen pour l'acquisition de matériel de défense, dans le but de promouvoir la coopération intereuropéenne dans le domaine de la production d'armement.

Le communiqué final déclare notamment, que «les pays européens doivent harmoniser leurs projets d'équipements d'une manière plus efficace qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent».

A l'heure où les menaces soviétiques sur l'Europe de l'Ouest se font de plus en plus précises, une telle préoccupation est on ne peut plus opportune.

### SUEDE : VIGILANCE ACCRUE

Le commandant en chef des armées suédoises vient de souligner, dans son rapport sur la défense nationale, que la Suède devait posséder une défense puissante en vue de faire échec à toute offensive éventuelle, ajoutant que l'expansion de la marine soviétique affectait la stabilité de la région de l'Europe du Nord. Son rapport souligne la nécessité pour la Suède de se doter d'une puissante défense nationale : «La plus importante tâche qui incombe aux forces de défense de notre pays consiste à prévoir l'agression. La défense nationale doit pouvoir s'adapter à toute situation et répondre à tout agresseur».

### LAOS : ELECTIONS POPULAIRES

La radio «La voix du Pathet Lao» a appelé récemment la population laotienne à participer massivement aux élections pour la mise en place des structures administratives et politiques du pays, afin de «concrétiser la victoire sur les impérialistes américains et les réactionnaires traîtres à la nation».

«Notre tâche, affirmait l'émission, ne se limite pas aux élections des représentants du peuple, nous devons apporter notre contribution au fonctionnement efficace de ces organismes qui doivent réaliser les aspirations de la population».

Ces élections se dérouleront au niveau des communes, des arrondissements, des districts, dans les 13 provinces que compte désormais le royaume. L'élection de ces assemblées populaires consacrerait la réunification définitive du pays.

### AFRIQUE DU SUD : RÉVOLTE DES MINEURS

Un travailleur noir a été tué par balle et 18 autres blessés au cours d'une émeute qui a éclaté vendredi soir dans une mine d'or de l'Etat d'Orange, apprend-on lundi à Johannesburg.

La police a fait usage de gaz lacrymogènes et de chiens contre les 500 mineurs de la mine Virginia, près de Weikom, qui mirent le feu à plusieurs bâtiments.

Selon les statistiques non officielles, près de 150 mineurs noirs ont été tués au cours d'incidents divers dans les mines sud-africaines depuis septembre 1973.

LE PCF, UNE AFFAIRE QUI MARCHE

## UN FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS A SAINT-OUEN

A Saint-Ouen, une nouvelle tour vient de s'élever, juste à côté de l'Alsthom. C'est un foyer de jeunes travailleurs pompeusement appelé C.A.R.A. (Centre audonien de rencontres et d'accueil - Foyer municipal de jeunes travailleurs).

La brochure de présentation indique que c'est une réalisation de l'Office public de HLM de la ville de Saint-Ouen, à l'initiative de la mairie de Saint-Ouen (mairie contrôlée par le parti de Marchais depuis longtemps). Est-ce pour servir les jeunes travailleurs, les aider dans leurs problèmes de logements, que les faux communistes s'intéressent à eux ? Certainement pas ! En fait ils s'intéressent surtout au portefeuille des jeunes travailleurs.

Il n'y a pas besoin de commentaires pour le prouver, il suffit de lire le barème : le prix de la chambre seule est de 300 F pour un salaire net inférieur à 1 200 F par mois, et le prix augmente en fonction du salaire. Par exemple, pour un salaire de 1 800 à 2 000 F le loyer est de 450 F. Pour un salaire de 2 000 à 2 200 F, le loyer est de 500 F, etc. En gros le loyer seul est égal au quart du salaire.

De plus les travailleurs sont obligés de prendre au moins 15 repas à 10,50 F le repas.

Pardi ! Voilà une magnifique affaire commerciale.

En même temps cela permet à la municipalité P«C»F d'étendre sa bureaucratie en plaçant les «copains qui ont la carte» au poste de directeur du foyer, d'animateur, etc. L'argent ainsi extorqué aux jeunes travailleurs permet de nourrir ces faux communistes qui ont un mode de vie petit-bourgeois. Et en plus, ils cherchent à embrigader les jeunes travailleurs. Ainsi, pendant la «fête de l'Humanité», dans le hall d'entrée du foyer, il y avait un grand panneau d'affichage vantant les mérites de la nouvelle foire du P«C»F.

On comprend mieux pourquoi ce parti, tout comme les autres partis bourgeois, s'efforce de contrôler davantage de mairies...

Que ce soit à travers les municipalités, les offices d'HLM les comités d'entreprise qu'il contrôle indirectement, les différentes entreprises commerciales (Société de presse et édition, «Tourisme et travail»), les entreprises d'import-export avec les pays de l'Est (Interagra...), le PCF est devenu une immense société anonyme.

Correspondant HR St-Ouen.

AGRICULTURE

DE NOMBREUX PAYS

VEULENT REDEFINIR LA F.A.O.

Depuis samedi dernier, la 18e conférence de la F.A.O. (organisation de l'ONU pour l'agriculture et l'alimentation) siège à Rome.

De nombreux pays du tiers monde ont dénoncé le rôle actuel joué par cette organisation et l'opposition de certains pays à l'application de la déclaration de l'ONU «pour un nouvel ordre économique mondial». Beaucoup de représentants ont noté l'absence de l'URSS justement lors du débat sur la question des céréales.

De fait, cette organisation internationale, comme l'ONU, exprime les bouleversements mondiaux de ces dernières années.

Les pays en voie de développement sont toujours plus nombreux à s'engager dans la lutte pour développer une agriculture — notamment céréalière — dans le but d'accroître leur indépendance vis-à-vis des puissances impérialistes qui se servent de biens alimentaires de base comme moyen de pression et de contrôle vis-à-vis des pays pauvres.

Les deux superpuissances dont les trafics sur les céréales sont bien connus ont été de nombreuses fois dénoncées ces dernières années.

Il est certain que le nouvel accord céréalière URSS/USA qui a contribué à faire grimper rapidement le prix du blé et du maïs, sera largement dénoncé lors de cette conférence.

## un point d'histoire

### IL Y A 40 ANS... LA LONGUE MARCHÉ (2)

Voici tout juste 40 ans, la «Longue Marche» aboutissait victorieusement après avoir parcouru plus de 14 000 kilomètres à l'intérieur de la Chine.

Dans le précédent article nous avons vu les conditions dans lesquelles elle fut entreprise par l'Armée rouge des ouvriers et des paysans et dirigée par le Parti communiste chinois.

Le président Mao décide l'expédition du Nord pour y diriger le mouvement de libération nationale et de résistance au Japon dans tout le pays (1).

Après avoir parcouru à pied 25 000 lis (environ 14 000 kilomètres) en traversant 11 provinces et

en franchissant d'innombrables rivières et montagnes enneigées, des déserts et même de vastes marécages où aucun homme n'était jamais passé, l'armée du 1er front, dirigée en personne par le président Mao qui marche dans les mêmes condi-

tions que les autres combattants, atteint triomphalement le Chensi du Nord en octobre 1935 et s'installe à Yen'an.

Elle y est rejointe en octobre 1936 par les armées du IIe et du IVe fronts qui, après avoir anéanti la nouvelle ligne opportuniste de droite et scissionniste de Tchang Kouo-tao, terminent des déplacements stratégiques d'une envergure sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

Tirant les enseignements de cette victoire, le président Mao déclare le 27 décembre 1935 (Oeuvres choisies, Tome I, p. 177) : «La Longue Marche est la première de ce genre dans les annales de l'histoire. Elle est à la fois un manifeste, un instrument de propagande et une machine à semer. Sans le Parti communiste, elle eût été inconcevable. Le Parti communiste chinois, sa direction, ses cadres et ses membres n'ont peur d'aucune difficulté, d'aucune épreuve.»

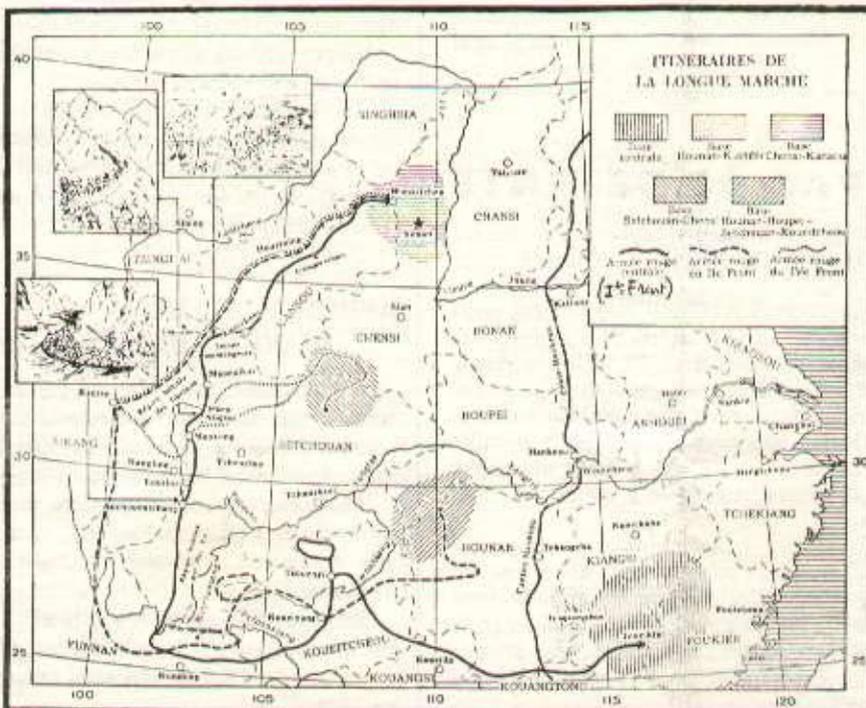
C'est d'ailleurs ce que confirmèrent avec éclat 14 autres années de guerre multiforme contre le Japon puis contre les réactionnaires kuomintaniens puissamment aidés des Américains, qui furent aussi 14 années de victoire.

(1) Le contexte international dans cette partie de l'Asie était caractérisé par l'agression de l'impérialisme japonais.

Celui-ci devient au début des années 30 de plus en plus expansionniste. En septembre 1931, il envahit la Mandchourie. En janvier 1932, il agresse même Changhaï.

Malgré la capitulation de Tchang Kai-chek qui a cédé la Mandchourie aux Japonais, la 19e armée du Kuomintang (KMT) défend Changhaï et se rebelle contre le chef du KMT.

Dès cette époque, Mao Tsé-toung préconise un front uni de toutes les forces patriotiques contre l'impérialisme japonais. Il proclame la guerre au Japon et se déclare prêt à combattre l'agression.





Le Théâtre de l'Aquarium joue "AH Q" de Lou Sin (1)

# Un poison pour le peuple. l'idéologie réactionnaire

C'est l'histoire d'un homme du peuple, le plus misérable, le plus exploité et le plus opprimé. Il n'a de travail que lorsqu'on daigne bien lui en donner. Cet homme n'a pas la force de se révolter. Il n'est pas question ici de force physique : il a toujours moyen d'en trouver, ne serait-ce que pour crier sa colère. Non, il s'agit de force morale et idéologique. Cet homme ne craint ni les coups ni les balles que lui envoient ses exploiters. Les traitements criminels de la classe au pouvoir ne sont pas le plus grand mal pour lui. Le plus grand danger, ce sont les idées qui lui trottent dans la tête et que la classe au pouvoir s'efforce de faire pénétrer.

Mais si la tête de cet homme est occupée par l'ennemi, son corps se rebelle : il en a assez de recevoir des coups, il en a assez de lécher la main qui tient le bâton. Il réagit à l'oppression, il se révolte. Mais il y a « dans sa tête tout ce qu'il faut pour qu'il baisse la tête ». On appelle cela l'idéologie dominante. Qu'elle soit féodale ou bourgeoise, c'est un poison mortel qui, s'il n'est pas combattu, ravage les rangs du peuple.

Tel est le thème développé par la pièce «AH Q» adaptée d'une nouvelle de Lou Sin.

Bien sûr, certains pourront formuler des objections à la vue de la pièce : défaitisme, absence du peuple révolutionnaire, mépris du peuple, voire conception réactionnaire, etc. Pour tout aussi légitimes que puissent être ces objections, il

convient de les remettre à leur place. La pièce, comme la nouvelle, ne met pas en scène le peuple travailleur — ici la paysannerie chinoise — mais des représentants d'une frange infime mais caractéristique de ceux qui n'avaient « ni nom, ni grade, ni fric, ni conscience, ni femme, ni travail ». La pièce, comme la nouvelle, montre l'état d'esprit et la situation du peuple chinois, à travers cet AH Q, après l'usurpation de sa révolution par les notables républicains de 1911.

Elle montre encore que cette «révolution» ne change rien pour la vie du peuple. Elle rend compte également du point de vue de Lou Sin dans sa nouvelle, à savoir qu'il ne voyait pas — à une époque où la prise de conscience révolutionnaire des masses était encore très faible — la possibilité pour les paysans chinois de prendre en main leur propre sort (Lou Sin n'était pas encore marxiste et le Parti communiste chinois prenait à peine naissance). La pièce, à l'instar de la nouvelle, emploie l'arme de la satire, de la caricature et de la parabole : invocation des préceptes réactionnaires de Confucius, raisonnements logiques jusqu'à l'absurde furent des moyens privilégiés de Lou Sin.

Comme écrit Mao, dans les causeries sur la littérature et l'art à Yenan, «vivant sous la domination des forces ténébreuses et privé de la liberté de parole, Lou Sin avait tout à fait raison de se servir,

comme arme de combat, de l'essai plein d'une froide ironie et d'une satire acérée».

Si les pensées de AH Q «sont donc en tous points conformes aux écrits sacrés et à la tradition des sages», c'est le résultat de la domination et de l'éducation féodale. Mais la Chine de AH Q n'existe plus, elle a donné place à la Chine d'aujourd'hui bâtie par les propres forces de son peuple.

Aujourd'hui la lutte contre l'idéologie réactionnaire de Confucius, idéologie féodale largement utilisée par les traîtres de la révolution chinoise comme Lin Piao, est une lutte ouverte importante en Chine aujourd'hui, et elle revêt un caractère universel en ce qu'elle est une lutte ouverte contre tout ce que le peuple a dans la tête qui la lui fait baisser devant l'exploiteur.

Demain : AH Q doit nous servir de leçon, et quelques remarques critiques sur la pièce.

CARTOUCHERIE. Route de la Pyramide, métro Château de Vincennes, prendre l'autobus 306 à la gare routière, quai C, et descendre à «Route du champ de manœuvres».

Coproduction : théâtre national de Strasbourg. Prix des places : individuels, 20,00 F — collectivités, 15,00 F. Location : tél. 808-99-61.



## la vie du journal

### PREPARER LA SOUSCRIPTION DE DECEMBRE

Ce ne sera pas suffisant encore. Assurément, la mise en kiosque, même si nous avançons sérieusement et prudemment, nous coûtera de l'argent. Car, pour chaque numéro vendu, un pourcentage revient au distributeur NMPP, pour chaque numéro invendu, c'est une perte sèche pour nous. Il nous faut être prêts à faire face à cette difficulté.

Voilà pourquoi nous lancerons le 1er décembre une souscription de soutien au quotidien.

**25 millions pour permettre la mise en kiosque du quotidien, tel est son objectif !**

Par le passé, notre souscription était permanente. Elle exigeait des efforts continus de nos diffuseurs. Aujourd'hui nos amis continuent de nous aider régulièrement quand ils le peuvent, et nous les en remercions. Mais il nous semble préférable de concentrer l'effort financier de tous sur une période courte :

**1er décembre — 15 janvier (45 jours)** et pour un objectif précis :

**25 millions pour la mise en kiosque.**

Pour appuyer cet effort avant tout politique, nous avons édité des cartes postales — une pochette de 8 cartes postales qui évoquent différents aspects de la presse

Les acheter, les vendre, permet de soutenir financièrement le quotidien ; la pochette vaut 20 F. En cette période de fin d'année, écrire à ses parents, amis, collègues sur les cartes postales de soutien à l'Humanité rouge, pourquoi pas ?

Nous comptons sur vous tous, amis lecteurs. Procurez-vous ces cartes auprès de l'administration du journal, auprès de ses militants.

Utilisez-les, faites-les connaître, ce sera une contribution aux 25 millions dont le quotidien a besoin pour paraître en kiosque !

#### Note à propos de l'enquête sur la nouvelle extrême-gauche.

Aux références de la lecture de l'UCFML, permettons-nous d'ajouter pour nos lecteurs celle d'un article qui porte sur l'une des trois principales divergences que nous avons avec cette formation : «A propos d'un article d'Alain Badiou : Comment mieux combattre le révisionnisme dans les syndicats» par Gaston Laspour dans «Prolétariat» N° 11 (le dernier numéro de cette revue publié avec la mention «3è trimestre 1975» au cours du 4è trimestre 1975).

Notre plan pour le développement du quotidien se poursuit comme prévu. Dans quelque temps, notre imprimeur va recevoir une nouvelle machine qui permettra de sortir le quotidien dans son format définitif, format tabloïd, de 58 cm de large. Montage, mise en route de la machine, cela prendra quelque temps encore. Mais dans quelques semaines, notre quotidien aura le format d'un vrai journal.

Il nous faut ensuite généraliser sa mise en kiosque pour toute la région parisienne et pour la province. Et cela toujours de manière très «sage» en ajustant au mieux dépôt et diffusion. Car toute erreur (mauvais choix du kiosque, nombre de journaux en dépôt trop élevé), toute insuffisance (pas d'affichage pour faire connaître le journal) et le sabotage de l'ennemi sont autant de pertes financières pour le quotidien et ses amis.

La mise en kiosque généralisée est une chose tout à fait indispensable pour faire largement connaître le quotidien. Mais ce n'est pas une solution de tout repos ! Il faut que chaque ami du journal veille : le journal est-il bien déposé, affiché ? Dans nos tracts, nos affiches, nous, les militants et diffuseurs, faisons-nous assez de battage pour faire connaître l'endroit où se vend le quotidien ?

# Intervention de la police aux Assurances du Groupe de Paris

Alors que la grève des services dactylos se poursuit depuis maintenant plus d'un mois (voir articles parus dans H.R. dernièrement), le tribunal de grande instance a ordonné, sur la demande de la direction des AGP, de faire évacuer les locaux occupés par les grévistes.

Mercredi 12 novembre à 9 heures du matin, trois cars de brigades spéciales et une demi douzaine de voitures de police prenaient position rue de Chateaudun et rue Laffitte. Les policiers (environ deux fois plus nombreux que les grévistes) pénétraient alors dans les locaux et évacuaient par la force les travailleurs en grève ; ils repoussaient brutalement les employés hors de

l'entreprise et contrôlaient alors les papiers de tous les gens se trouvant dans les parages notant l'identité de tous les grévistes et des employés des autres compagnies d'assurances du quartier venus exprimer leur solidarité.

Aussitôt la riposte s'organisait, les grévistes restèrent face aux policiers qui occupaient maintenant les locaux criant des slogans tel que : « Non, non, non à la répression ! Oui, aux revendications ! Les flics hors des AGP ! » Petit à petit de nombreux employés de quartier, solidaires venaient se joindre au groupe ; à 11 heures 30 une manifestation parcouru tout le secteur appelant les travailleurs des autres compagnies d'assurances à la solidarité et appelant les employés des AGP à débrayer immédiatement sur le mot d'ordre : « On ne travaillera pas avec les flics au cul ! » A 12 heures 15, la direction acceptait de recevoir les sections syndicales CGT et CFDT et leur précisait qu'elle acceptait de discuter sur toutes les revendications des grévistes jeudi à 15 heures. Au même moment la police évacuait petit à petit les locaux et partait définitivement à 12 heures 30. Il s'agissait là d'une première victoire car la direction avait accepté pour la première fois depuis un mois de prendre en considération les légitimes revendications des grévistes et avait cédé en demandant aux policiers de s'en aller. Mais le combat n'était pas terminé et si la direction avait plié sur quelques points, il fallait continuer la lutte encore plus dure : les locaux (hall d'entrée) dont les travailleurs en grève avaient été évacués, étaient immédiatement réoccupés par le personnel et à 14 heures une assemblée générale qui réunissait plus de 400 personnes, décidait la poursuite et l'intensification de la grève jusqu'à satisfaction des revendications.

Correspondant H.R.

## ANGOLA :

### LES APPELS A L'UNITÉ SE MULTIPLIENT

Après la proclamation simultanée de l'indépendance par le MPLA d'une part, le FNLA et l'UNITA d'autre part, de très nombreux pays africains multiplient les appels à l'unité nationale pour que cesse la guerre civile et que se mette en place un gouvernement d'union rassemblant les trois mouvements pour construire une Angola réellement indépendante.

C'est ainsi que le président Amine Dada, parlant au nom de l'OUA après avoir affirmé qu'« une solution politique, constitue la meilleure réponse à la guerre civile qui a lieu actuellement en Angola », a affirmé que, selon les informations dont il dispose, « plus de 30 000 Angolais ont déjà été tués par les armes hautement sophistiquées livrées par l'URSS depuis la fin de la guerre coloniale ».

## SAHARA OCCIDENTAL : ÉCHEC AU ROI

Le repli de la « Marche verte » du roi du Maroc est maintenant en cours d'achèvement. C'est donc un coup de force qui aura fait long feu. Une partie des Marocains embriagés dans cette aventure continue de camper à la frontière du Sahara occidental, mais les forces espagnoles demeurent vigilantes et interdisent toute approche du réseau de barbelés qui marque leurs positions actuelles.

L'heure est donc de nouveau à la négociation entre toutes les parties intéressées. Celle-ci ne peut que déboucher sur un accord reconnaissant le droit du peuple sahraoui à disposer librement de son destin, en dépit de l'intense intoxication impulsée par le gouvernement marocain pour justifier ses prétentions territoriales et accréditer l'idée d'un accord bilatéral avec l'Espagne.

La population se tient mobilisée aux côtés du F. POLISARIO dont les 5.000 combattants en armes patrouillent sur l'ensemble du territoire, ainsi qu'en témoigne le reportage du correspondant de l'AFP à El Ayoun, la capitale : « les murs sont couverts d'inscriptions favorables au Front POLISARIO... Tous affirment être du côté du F. POLISARIO. Ils parlent, les jeunes gens surtout, du colonialisme, des immenses richesses de leur pays (phosphates, fer, réserves de gaz naturel, pêche) exploitées par l'Espagne. »

« Ils racontent la lutte armée de libération du F. POLISARIO dans le Nord-Est, hier contre l'Espagne, aujourd'hui, affirment-ils, contre les infiltrations de soldats réguliers ou de bandes irrégulières venues du Maroc. »

Le président de la Gambie vient d'apporter le soutien de son pays à tous ceux qui militent en faveur de l'autodétermination du peuple du Sahara occidental en rappelant que tous les pays africains ont imposé leur indépendance ainsi et en exprimant « le souhait que ce principe, qui figure dans la Charte de l'ONU et de l'OUA (Organisation de l'Unité africaine), continuera de guider la politique de toutes les nations. »

## ANGERS : PEINES DE PRISON POUR DES MILITANTS SYNDICAUX

Six militants syndicaux de la CGT et de la CFDT ont été condamnés mercredi par le tribunal de grande instance d'Angers, à des peines de 1 à 3 mois de prison avec sursis pour avoir séquestré le directeur de leur entreprise et certains cadres, au cours d'une grève.

Employés à la société « Soretex », ils avaient au cours de la grève qui paralysa l'usine du 25 septembre au 21 octobre dernier, « retenu » le directeur et plusieurs cadres pendant deux jours.

La décision du tribunal est une nouvelle et scandaleuse manifestation de la justice bourgeoise qui épargne les patrons et sanctionne les travailleurs en lutte pour leurs revendications.

## ONU: Mayotte, c'est les Comores

L'archipel des Comores, ancienne colonie française devenue indépendante le 6 juillet dernier a été admis hier comme 143<sup>e</sup> membre de l'ONU.

L'Assemblée générale de l'ONU a ratifié, par un consensus auquel la France n'a pas participé, une recommandation du Conseil de sécurité favorable à la candidature des Comores. La résolution adoptée « réaffirme la nécessité de respecter l'unité et l'intégrité territoriale de l'archipel des Comores, composée des îles d'Anjouan, de Grande-Comore, de Mayotte et de Monéli ».

Elle est une condamnation catégorique de l'attitude de la France qui manœuvre pour maintenir sa présence coloniale sur l'île de Mayotte qu'elle entend séparer du reste de l'archipel, au mépris de la volonté manifeste du peuple des Comores qui s'était prononcé par un vote massif en faveur de l'indépendance.

La position française a été vivement critiquée par le représentant de la Tanzanie, président du Comité de décolonisation qui s'est élevé contre « cette attitude de la France... qui vise à balkaniser un État indépendant. » Il a exigé du gouvernement qu'il renonce à son projet d'organiser un nouveau référendum à Mayotte, « tentative flagrante d'intervention dans la politique d'un État indépendant. »

De son côté, le président de l'État comorien a dénoncé le fait que « l'ex-puissance administrante avait installé une administration directe aux Comores, au mépris du statut d'autonomie interne, et que la gendarmerie, la légion étrangère et les fusiliers marins français étaient complices de bandes de fanatiques qui essayaient de détruire les villages et d'organiser la déportation de leurs habitants. » Il a évoqué en conclusion, « la position privilégiée mais difficile, des quatre îles de l'archipel sur la route du pétrole » dans une région qui devenait à son tour un théâtre d'affrontements.

## MEETING DE SOUTIEN A LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE

Le dimanche 16 novembre à 20 heures, salle C de la Mutualité (24, rue St Victor, Paris 5<sup>e</sup>)

Organisé par les associations d'étudiants des pays arabes.

Avec la participation du représentant de l'OLP en France.

## (SUITE DE L'EDITORIAL)

Enfin cet agent patenté des intérêts du social-impérialisme russe dans notre pays se fait extrêmement discret sur la question de ses rapports avec l'URSS. C'est qu'en effet ce n'est pas en agitant ce drapeau qu'il peut espérer rallier la classe ouvrière et le peuple de France, de plus en plus conscients de la natu-

re authentiquement fasciste des dirigeants du Kremlin et des menaces qu'ils font peser sur l'indépendance nationale du pays.

Les contradictions de ce parti bourgeois, ennemi déclaré des intérêts de la classe ouvrière, sont bel et bien insolubles.